

CABINET DU PREMIER MINISTRE

# 1an D'ACTIONS

POUR LE BIEN-ETRE DES POPULATIONS



**ACTION GOUVERNEMENTALE 2017  
DES RESULTATS ET IMPACTS TANGIBLES**

Au cours de l'année 2017, l'action gouvernementale a porté sur (i) le renforcement des Institutions pour la paix et la bonne gouvernance ; (ii) la transformation de l'économie ; (iii) l'amélioration des conditions de vie ; et (iv) la promotion de la jeunesse et de la femme.

L'année a donc été marquée par de nombreuses initiatives d'envergure pour juguler les différentes crises, et remettre la Côte d'Ivoire au travail afin de poursuivre l'œuvre de transformation de l'économie et de l'amélioration des conditions de vie des Ivoiriens.

Ainsi, le dialogue social, les négociations avec la communauté financière internationale, la mobilisation des ressources intérieures, la dynamique des investissements à impacts sociaux et économiques afin de garder le cap du progrès, le repositionnement international et diplomatique de la Côte d'Ivoire, ont marqué, entre autres, l'action gouvernementale.

### **Du dialogue social**

A ce niveau, il faut relever la bonne gestion des mutineries, et l'accord conclu avec les organisations syndicales des fonctionnaires relativement à leurs revendications respectives:

#### **Mutineries**

Concernant la crise dans l'armée, le Gouvernement a fait preuve d'ouverture, d'écoute et de compréhension (quoique regrettant et rejetant toute forme de revendication avec des armes), en prêtant une oreille attentive aux réclamations des militaires.

Sur instruction du Chef de l'Etat, Chef suprême des Armées, et par devoir de préserver la paix retrouvée depuis 2011, après la crise post-électorale qui a fortement perturbé le pays, le Gouvernement a fait droit à leurs revendications corporatistes. Grâce à cette proactivité, les investissements directs nationaux et étrangers se poursuivent, les populations urbaines et rurales vaquent à leurs occupations, les élèves et étudiants

poursuivent les cours, les petits commerces se tiennent, çà et là, pour le bonheur de chaque famille.

### **Grève des fonctionnaires**

Quant au mouvement des fonctionnaires lié au stock des arriérés de salaires, après des mois de négociations, le Gouvernement a pu obtenir une trêve sociale pour les cinq années à venir. A travers cet accord conclu, le 17 août 2017, avec les fonctionnaires, par l'entremise de leurs principales organisations sociales, le Gouvernement s'est engagé à payer le stock des arriérés de salaires, estimé à 249 milliards de francs CFA.

### **De la résorption du déficit budgétaire**

En avril 2017, le déficit budgétaire (-4,5%) provoqué par des pertes de recettes d'exportation du cacao, des ressources pétrolières et de plusieurs autres contingences, s'élevait à plus de 400 milliards de francs CFA. C'est dans ce contexte qu'est intervenue la première mission gouvernementale conduite par le Premier ministre, du 19 au 23 avril 2017, à Washington, pour prendre part aux Assemblées de Printemps des Institutions de Bretton Woods. Mission qui a permis de rassurer les partenaires de la Côte d'Ivoire, particulièrement le FMI et la Banque Mondiale, sur les efforts entrepris par le Gouvernement, en termes de gouvernance, pour mobiliser les ressources intérieures (notamment fiscales et douanières) mais aussi extérieures, en vue de résorber le déficit budgétaire.

La performance des régies financières ivoiriennes a permis d'y parvenir. Elles avaient pour mission de mobiliser 51,5% des ressources budgétaires de l'Etat, et elles l'ont réussie dans les proportions escomptées : 52,7% de recettes fiscales provenant de la Direction générale des impôts (DGI), et 47,3% collectées par la Direction générale des Douanes.

La synthèse des deux revues 2017 du programme appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC) et le mécanisme élargi de crédit (MEDC) du FMI (22 mars au 06 avril, et début

octobre) résume, à elle seule, la bonne gestion du déficit budgétaire par le Gouvernement.

*« L'activité économique de la Côte d'Ivoire demeure solide en 2017. L'économie a réussi à faire face aux chocs des termes de l'échange et aux tensions sociales. La croissance du PIB réel devrait rester supérieure à 7 % (voire 8%) en 2017-2019, et les risques qui pèsent sur les perspectives sont globalement équilibrés. L'inflation devrait rester modérée. Le déficit budgétaire devrait être maîtrisé à 4,5 % du PIB en 2017 puis converger vers la norme régionale de l'UEMOA de 3 % du PIB en 2019. Les autorités avancent dans la mise en œuvre des réformes structurelles, y compris au regard de la budgétisation par programme et de la rationalisation de la chaîne de la dépense, du renforcement de la gestion des investissements et du suivi des risques budgétaires liés aux entreprises publiques et aux PPP »*, souligne le FMI dans son communiqué de presse n° 17/472 du 8 décembre 2017.

### **De la confiance des partenaires et du marché financier international**

Rassurée par les efforts engagés par le gouvernement, et confiante dans l'avenir de la Côte d'Ivoire, la Banque mondiale a décidé de consentir au pays, un appui budgétaire de 125 millions de dollars américains pour l'aider à faire face à cet important déficit qui, au premier trimestre de l'année passée, avait pris le contre-pied des projections optimistes. Elle a également revu à la hausse (+20%) l'enveloppe de l'allocation IDA18 - du Groupe de la Banque mondiale - qui passe à 720 millions de dollars contre 600 millions de dollars précédemment, et un appui financier de 325 millions de dollars au secteur énergétique ivoirien.

Quant au Fmi, son appui budgétaire visant à aider le pays à sortir de la mauvaise conjoncture s'est élevé à plus de 114 millions de dollars américains. Mieux, le Conseil d'Administration du Fonds, sans convocation de réunion dudit Conseil, a décidé, selon le communiqué de presse sus indiqué, d'un décaissement de 96,786 millions de DTS (environ 136,5 millions de dollars), ce qui porte le total des montants décaissés dans le cadre des deux accords à 263,258 millions de DTS (environ 371,3 millions de dollars).

La Banque africaine de développement (BAD) a également apporté à la Côte d'Ivoire un appui budgétaire de 50 millions de dollars US, et d'autres institutions telles que la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et la Banque islamique de développement (BID) ont aussi accompagné le pays en finançant de nombreux projets et/ou programmes majeurs à fort impact social.

### **Du succès de l'eurobond et de la qualité de la signature de l'Etat**

L'un des faits les plus marquants de l'année 2017 au plan économique a été le grand succès enregistré par la 3<sup>ème</sup> émission, le 8 juin 2017, d'obligations en eurobonds sur le marché financier international.

En effet, l'Etat ivoirien, bénéficiant de la totale confiance du marché financier, a pu mobiliser à l'issue de cette émission d'obligations en eurobonds, 1,250 milliard de dollars US au taux de 6,25%, et 625 millions d'euros au taux de 5,125%. C'est la preuve que la signature de l'Etat de Côte d'Ivoire inspire confiance, aussi bien au niveau régional qu'à l'international.

Le succès de ce 3<sup>ème</sup> eurobond est, par ailleurs, l'un des fruits de la pertinence de la définition des priorités de la politique économique du gouvernement, déclinées dans le Plan national de développement (PND 2016-2020). Priorités portant, entre autres, sur l'accélération des réformes visant l'amélioration de l'environnement des affaires (un engagement fort du Gouvernement) afin de faire du secteur privé le principal moteur de la croissance, l'amélioration de la compétitivité de l'économie à travers le développement des infrastructures économiques et sociales, et enfin, l'accélération de la transformation locale des matières premières. Sans oublier le renforcement de la coopération internationale.

## **Du don du Programme Compact du MCC**

En octobre 2017, en marge des Assemblées annuelles des Institutions de Bretton Woods, le Gouvernement américain a accordé un don de 254 millions de dollars (environ 315 milliards de FCFA) à la Côte d'Ivoire dans le cadre du Programme Compact du Millenium Challenge Corporation (MCC). Ce don, dont les documents ont été paraphés le 7 décembre 2017 à Washington, en présence du Chef de l'Etat ivoirien, va profiter aux secteurs de l'éducation et des infrastructures.

### **A quoi ont servi ces fonds mobilisés ?**

Ces ressources en eurobonds ont contribué au financement du budget d'investissement 2017, c'est-à-dire au financement des infrastructures routières, éducatives et sanitaires. L'objectif étant, d'une part, de désenclaver progressivement toutes les localités du pays, de faciliter la mobilité des personnes, la fluidité des échanges commerciaux et l'écoulement des productions agricoles, et d'autre part, de favoriser l'accès des enfants à l'éducation scolaire, d'améliorer l'offre de soins de santé, l'accès à l'eau potable et à l'électricité.

#### **➤ *Financement des infrastructures économiques (routières, énergétiques, hydrauliques)***

Les Ivoiriens et tous les observateurs ont pu le constater, les efforts d'investissements ont permis d'engager la construction ou la mise à niveau de bien des infrastructures. Il y a eu, entre autres, les axes Yamoussoukro-Tiébissou, Katiola-Ferké, Daloa-Yamoussoukro, le Pont de Bettié, le Barrage de Soubré, le Château d'eau de Koyékro, ainsi que bien d'autres infrastructures socio-économiques. Globalement, les secteurs sociaux, notamment l'éducation, la santé et l'accès à l'eau potable ont enregistré d'importantes avancées au cours des dernières années.

#### **➤ *Financement de l'accès pour tous à l'éducation et à la formation***

Le programme de scolarisation obligatoire (PSO) pour tous les enfants de 6 à 10 ans (avec un accent particulier sur l'éducation de la jeune fille), la réalisation des collèges

de proximité, la décentralisation des universités pour une meilleure couverture nationale, la distribution de kits scolaires pour permettre aux enfants de familles modestes de voir leurs charges d'écolage réduites, etc. sont autant de faits à relever.

Au total, 4 408 596 kits scolaires ont été acquis et distribués au cours de la rentrée scolaire 2017-2018 contre 3 494 924 pour l'année scolaire 2016-2017.

Dans son ambition d'accéder au cercle des nations émergentes, la Côte d'Ivoire entend s'appuyer sur un capital humain bien formé et en bonne santé, sur une jeunesse à l'ouvrage soit par l'embauche ou par l'auto-emploi. D'où le vaste programme de transformation du système universitaire et de l'enseignement professionnel dont l'objectif est d'adapter les formations à la demande du marché. Ce qui, en filigrane, favorisera l'emploi des jeunes au terme de leurs études.

Comme on peut le noter, le Gouvernement travaille sur la problématique de l'emploi pour éviter que le chômage des jeunes ne constitue, à terme, un handicap dans la marche vers l'Emergence.

#### ➤ *Financement de l'accès aux soins de santé*

Au niveau de la santé, des actions importantes sont à noter en 2017. Il s'agit de :

- l'inauguration du CHU d'Angré ;
- l'inauguration du premier Centre de Radiothérapie de Côte d'Ivoire ;
- la pose de la première pierre d'un laboratoire pharmaceutique, à Anyama ;
- la poursuite de la gratuité de certains soins ;
- des investissements massifs pour renforcer les plateaux techniques ;
- la réhabilitation et/ou constructions de nouveaux centres de santé.

Certes, les défis demeurent encore nombreux, mais l'action gouvernementale ne manque pas, non plus, d'intensité pour les relever.

➤ ***Développement de chaînes de valeurs dans le secteur agricole et amélioration des conditions de vie du monde paysan***

Les actions en faveur de l'amélioration des conditions de vie du monde rural sont constantes depuis ses six dernières années. Elles se traduisent par l'amélioration des prix d'achat bord champ des spéculations comme le cacao et l'anacarde, passés respectivement, à 700 FCFA et 750 FCFA, mais aussi celui du café aujourd'hui à 750 FCFA également.

Ici, l'ambition du Gouvernement est surtout d'arriver à transformer, sur place, au moins 50% de la production nationale du cacao, estimée à 2 millions de tonnes l'an, et de l'anacarde (700 000 tonnes par an). Il s'agit de développer dans ces deux secteurs, des chaînes valeurs, en vue d'améliorer le revenu des paysans et d'y créer des emplois pour des jeunes et des femmes.

Industrialiser davantage la Côte d'Ivoire, telle est l'une des composantes principales de l'action gouvernementale qui, au demeurant, transparaît clairement dans le PND 2016-2020.

Cette volonté politique est soutenue, pour sa pertinence, par la Banque mondiale. Dans cette perspective, un vaste programme d'investissement de 300 millions de dollars est en cours dans le secteur de l'anacarde.